



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

41 | 2015

Les mobilisations horizontales peuvent-elles s'étendre à l'humanitaire ?

« Nous sommes bien plus un organisme générateur de processus que de projets »

Entretien avec Rose Molokoane, propos recueillis par Dounia Sayoud

Rose Molokoane et Dounia Sayoud

Traducteur : Chloé Hucteau



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/humanitaire/3222>

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2015

Pagination : 52-55

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Rose Molokoane et Dounia Sayoud, « « Nous sommes bien plus un organisme générateur de processus que de projets » », *Humanitaire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 01 novembre 2015, consulté le 24 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/3222>

Tous droits réservés

« Nous sommes bien plus un organisme générateur de processus que de projets »

Entretien avec Rose Molokoane

Rose Molokoane est la vice-présidente du Shack/Slum Dwellers International, un réseau d'organisations communautaires présent dans 33 pays en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ce réseau, lancé en 1996 par des fédérations de communautés en Afrique du Sud et en Inde, opère sous forme de plateforme internationale pour aider les initiatives locales à développer des alternatives à l'expulsion des bidonvilles, tout en participant à l'agenda des politiques de développement urbain. En encourageant les initiatives locales, ces communautés ont été en mesure de mettre en avant leur propre système de savoirs communautaires, les « Indigenous Knowledge Systems »¹. Le développement ainsi que le renforcement de ces systèmes de savoirs alternatifs ont porté cette question sur la scène politique le 9 novembre 2010, quand elle a fait l'objet d'une discussion au sein d'un groupe parlementaire Sud-Africain.

1. Les Indigenous Knowledge Systems (IKS) ont été définis comme « la somme des savoirs et des compétences que chaque peuple particulier d'une région particulière possède. La plupart de ces savoirs et compétences ont été transmis de génération en génération mais chaque homme et femme au sein de chaque nouvelle génération les adapte et les réajuste au gré des circonstances et des conditions environnementales ». Il est décrit aussi comme « le savoir retenu et utilisé par un peuple qui s'identifie comme indigène dans une zone géographique précise ». Catherine A. Odora Hoppers, « Culture, indigenous knowledge and development: The role of university », *Centre for Education Policy Development (CEPD)*, Occasional Paper n° 5, mars 2004.

Revue Humanitaire : À quel type d'organisation correspond Shack/Slum Dwellers International et comment fonctionne-t-elle exactement ?

Rose Molokoane : C'est une organisation formée de personnes issues de communautés pauvres dont l'objectif est d'organiser ces dernières afin qu'elles deviennent autonomes et ne dépendent plus de promesses jamais tenues. Elle vise ainsi à construire notre futur et celui de nos enfants. Pour cela, et grâce à des outils d'épargne communautaire, nous nous rassemblons, notamment en mobilisant les femmes. Il s'agit de redonner confiance à ces communautés, de renforcer leur capacité d'action mais aussi d'attirer plus de ressources encore. Comme nous sommes un réseau, nous apprenons aussi beaucoup les uns des autres, par le biais de programmes d'échanges régionaux, nationaux et internationaux : des Sud-africains vont au Zimbabwe, des Namibiens vont en Inde et parfois, nous nous rassemblons tous pour rendre compte de nos progrès dans la préservation et le développement de nos communautés.

Nous disposons aussi d'un outil très important que nous appelons la « collecte de données » construit à partir d'un inventaire, d'enquêtes auprès des ménages et d'un SIG (système d'information géographique) pour établir des cartes. Cela nous permet de compter nos cabanes, de vérifier les limites de nos communautés, de dessiner leurs plans d'aménagement pour ensuite engager la discussion avec notre gouvernement et lui montrer les besoins prioritaires de la population, comme l'eau et l'assainissement. Nous pouvons ainsi les présenter avec précision aux autorités locales en leur disant que si nous pouvons le faire nous-mêmes, nous voulons discuter de la manière dont elles peuvent nous aider à régler les problèmes.

Nous nous penchons aussi sur la question des terres. En effet, de nombreuses personnes n'ont pas d'emploi du tout ou d'emploi sûr. La plupart du temps, le gouvernement préfère expulser les gens mais grâce aux informations que nous avons rassemblées, nous essayons de négocier pour qu'il n'expulse pas, voire qu'il nous donne des terres ou du moins les vende à un prix raisonnable. Nous pouvons aussi nouer un partenariat avec le gouvernement pour qu'il nous permette de construire nos propres maisons, à la force de nos bras, en lien avec des chercheurs, des architectes, des techniciens pour nous aider.

Tout cela, nous le faisons dans près de 33 pays à travers le monde, en Asie, en Amérique latine, mais c'est en Afrique que la dynamique est la plus forte au regard du grand nombre de communautés mobilisées. Nous sommes arrivés à la conclusion que nous ne pouvons pas tout faire seul et que nous devons travailler avec les gouvernements. Nous savons que dans de nombreuses communautés, les gens ont fait le choix de manifester et de lutter

contre leur gouvernement, mais nous pensons que nous devons créer une relation, nous asseoir autour d'une table et négocier avec le gouvernement pour nouer des partenariats viables. Notre objectif est d'influencer les politiques du gouvernement grâce aux initiatives que nous menons sur le terrain.

R. H. : Quelles différences faites-vous entre SDI et une ONG classique du développement ?

R. M. : Nous travaillons directement avec les gens, nous ne passons pas par des organismes intermédiaires. Nous faisons du porte-à-porte pour parler aux intéressés, pour leur expliquer ce que nous devons faire ensemble. Puis nous collectons de l'argent tout en misant sur la transparence. Nous n'avons aucun problème avec les autres ONG du développement, car notre action est conçue sur le long-terme. Il ne s'agit pas de créer un projet qui, une fois achevé, signifiera la fin de tout le reste. Nous créons dans le même temps un processus, des programmes et des projets. Lorsque nous obtenons une terre, nous devons construire une maison. Pour cela, il nous faut des plans, donc nous devons nouer des partenariats avec d'autres acteurs. Il nous faut aussi de l'argent bien sûr, ce qui signifie que l'on doit économiser, pour contribuer de notre poche et ainsi favoriser le sentiment de propriété. Lorsque les choses sont gratuites, les gens n'en prennent pas soin. Alors nous encourageons tout le monde à y mettre du sien, à chaque fois. C'est ainsi que les choses peuvent être durables : c'est une question centrale dans tout ce que nous faisons. Les ONG classiques nous ont appris que lorsqu'elles mettent en place des projets, ils ne sont pas durables parce que les personnes dépendent d'un soutien quotidien. Nos projets, au contraire, créent des emplois et génèrent des revenus pour nos communautés. Avec l'argent économisé, nous créons des fonds renouvelables, faisons des prêts, que nous gérons entre nous, afin que notre argent soit toujours disponible. Si un investisseur souhaite que l'on construise 500 toilettes dans une communauté de 1 000 foyers, qu'advient-il des 500 autres ? Nous répondons donc que s'il nous donne l'argent supplémentaire pour ces 500 toilettes, chaque propriétaire devra contribuer pour une quote-part. Nous mettons cette quote-part de côté et prêtons l'argent aux foyers qui n'ont pas de toilettes. La différence est donc vraiment dans le caractère durable de nos programmes. Depuis sa création en 1996, SDI est toujours en opération. Lorsque nous regardons la durée de vie des autres ONG, la plupart n'a fonctionné que pendant 10 ans et a disparu car les projets étaient arrivés à leur terme. Nous sommes bien plus un organisme générateur de processus que de projets.

R. H. : À propos de cette forme de mobilisation, à quels obstacles avez-vous dû faire face jusqu'à présent et quels sont, selon vous, les défis pour l'avenir ?

R. M. : Les hommes politiques pensent souvent que notre organisation est en passe de devenir un organisme politique alors que nous sommes juste une organisation communautaire. Parfois, le gouvernement pense que nous voulons prendre sa place, mais ce n'est pas le cas, bien entendu. L'autre défi est la contrainte financière. Nous avons nos propres moyens pour gagner de l'argent, mais lever plus de fonds destinés à davantage de personnes reste un défi à part entière, car il est difficile d'influencer les politiques du gouvernement. Certes, nous y parvenons parfois, mais les résultats ne sont pas toujours à la hauteur de nos espérances. Trop souvent, le gouvernement accepte de nous aider, mais en nous regardant comme un projet et non comme un processus. Par conséquent, construire un partenariat avec nos gouvernements locaux ou nationaux peut devenir une contrainte, car ils nous piègent. Parce que nous sommes pauvres, ils pensent que nous ne pouvons pas agir pour notre communauté mais seulement pour nous-mêmes. Même quand on leur montre ce que nous faisons sur le terrain, il faut du temps pour que le gouvernement prête attention à nos actions, car le poids de la bureaucratie est lourd.

R. H. : **Que pensez-vous du fait que l'on en vienne à discuter, au sein du groupe parlementaire sud-africain, du « système de connaissances indigènes » ?**

R. M. : Il serait important que le gouvernement reconnaisse ce système de savoirs, parce que lorsque nous irons le voir pour lui montrer les informations que nous collectons, il pourra en constater la validité car elles proviennent du terrain. Ce ne sont pas seulement des estimations. Cela serait vraiment bien pour nous s'il nous permettait de partager nos informations collectées sur le terrain, et cela valoriserait ses actions. Le seul problème reste de savoir comment il va l'appliquer. Va-t-il aller vers des organisations comme la nôtre, qui travaillent déjà avec les communautés, en leur proposant de mettre en place un partenariat pour renforcer leur travail, ou va-t-il mettre en place un système parallèle et refaire ce que les communautés font déjà pour elles-mêmes ? C'est la question que l'on peut se poser.

**Propos recueillis par Dounia Sayoud,
chargée d'études Innovations humanitaires
à Médecins du Monde**

Traduit de l'anglais par Chloé Hucteau

Pour plus d'informations sur le **Shack/Slum Dwellers International** : <http://sdinet.org>